

Stratégie de genre transformatrice des rapports de pouvoir en coopération et solidarité internationales

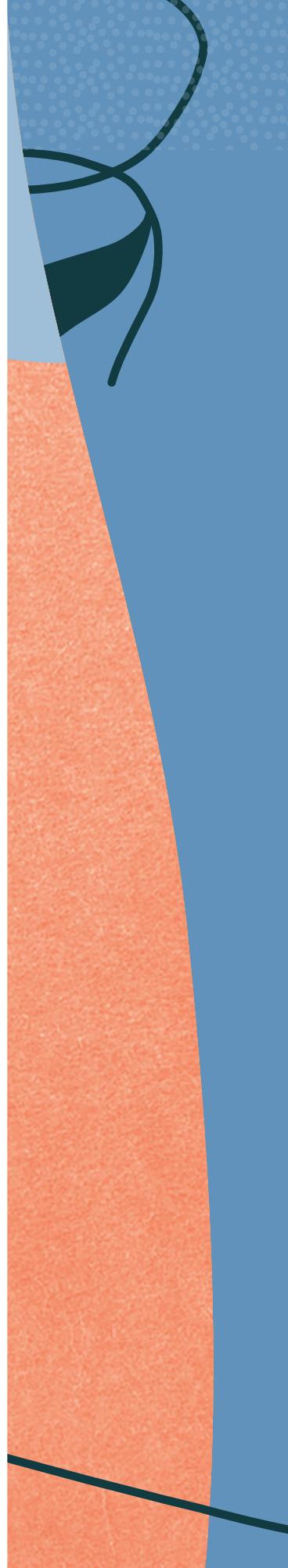


CQFD

Collectif québécois
des féminismes en dialogue



Association québécoise
des organismes de
coopération internationale



AVANT-PROPOS	3
POINTS SAILLANTS	4
INTRODUCTION	8
I. REDÉFINIR-RÉHABILITER LE SENS POLITIQUE DU GENRE, DE L'INTERSECTIONNALITÉ ET DE L'EMPOWERMENT	11
1.1 Revue des concepts vidés de leur sens politique transformateur	12
1.2 Redéfinir le genre	14
1.3 Redéfinir-réhabiliter le sens de l'intersectionnalité	15
1.4 Redéfinir-réhabiliter le sens de l'empowerment	16
II. ÊTRE CONSCIENT·ES DE NOS POTENTIELS ET LIMITES TRANSFORMATIFS	17
2.1 Le pouvoir financier et la marge de manœuvre transformatrice	17
2.2 Les défis des projets autogérés en dehors des finances de la CSI	18
2.3 S'inscrire dans une perspective transformative de la CSI	19
III. LES POINTS-CLÉS D'UNE NOUVELLE STRATÉGIE GENRE EN COOPÉRATION ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALES	19
3.1 S'ouvrir aux savoirs théoriques et expérientiels des Suds	21
3.2 Repenser les financements et atténuer le pouvoir des financeurs	23
3.3 Repenser les partenariats et les alliances sous l'angle des rapports de pouvoir	25
3.4 Développer une approche de localisation transformatrice	27
IV. CHANGER LE NOM DU CQFD	28

20 novembre 2024

Sur la base des consultations menées auprès des membres du CQFD, de la communauté de pratique « genre en pratique » de l'AQOCI, du comité Solidarités féministes avec les Suds et d'organisations partenaires et alliées.

AVANT-PROPOS

Ce document est une présentation de la nouvelle Stratégie de genre transformatrice des rapports de pouvoir en coopération et solidarité internationales adoptée le 20 novembre 2024 par le Collectif québécois des féminismes en dialogue (CQFD), entité de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).

Cette présentation documente le long et complexe processus de coconstruction des savoirs qui a abouti à cette nouvelle stratégie de genre, à travers de multiples consultations et témoignages des membres du CQFD, de ses partenaires et alliés, notamment les ONG des Suds.

Pour une lecture plus brève, une Fiche synthèse de la nouvelle stratégie genre du CQFD est disponible et est reprise dans les points saillants ci-après, avant d'aller vers une présentation exhaustive.

POINTS SAILLANTS

L'assemblée générale du Collectif québécois des féminismes en dialogue (CQFD) tenue le 20 novembre 2024 a adopté une « *Stratégie de genre transformatrice des rapports de pouvoir en coopération et solidarité internationales* ».

La remise en question de la stratégie genre et développement dominante en coopération et solidarité internationales (CSI) signifie de s'inscrire dans une perspective transformatrice des rapports de pouvoir et de genre dans l'objectif d'atteindre la justice (économique, sociale et politique) dans le monde. Cependant, il est important d'être conscient·es des obstacles structurels à cette perspective, sous l'imbrication de systèmes de domination, dont notamment la colonialité, le patriarcat et le racisme.

D'où les deux orientations-clés suivantes qui structurent notre nouvelle stratégie genre :

ROMPRE AVEC LE CONCEPT DE « DÉVELOPPEMENT » TOUT EN ÉTANT CONSCIENT·ES DES LIMITES DU SECTEUR DE LA CSI EN TERMES DE CAPACITÉ TRANSFORMATRICE

- Souligner l'approche transformatrice, féministe, les voix des Suds¹.
- Être conscient·es de la dimension politique de la solidarité internationale, intégrer cette dimension dans l'éducation à la citoyenneté mondiale et rompre avec le concept de développement.
- Parler plutôt de « déconstruire le développement » et s'engager dans un processus transformatif pour la justice économique, sociale et politique dans le monde, tout en étant conscient·es qu'il est difficile de transformer véritablement les aspects systémiques qui caractérisent le secteur de la coopération et solidarité internationales.

Sous cette perspective, il est important de :

- Mettre de l'avant l'aspect transformateur des rapports de pouvoir et de genre.
- Intégrer la question de la réparation (en rapport avec le colonialisme, l'esclavage, l'exploitation des richesses naturelles et des personnes).

¹ Le terme « Suds » (qui reste discutable en vue d'une meilleure terminologie) met l'accent sur le fait qu'il n'y a pas seulement un Sud, mais plusieurs réalités à travers le monde où se retrouvent des populations et des économies nationales qui sont marginalisées et/ou exploitées.

REDÉFINIR ET RÉHABILITER LE SENS POLITIQUE TRANSFORMATEUR DE CONCEPTS À PORTÉE STRATÉGIQUE

- Les concepts qui ont à la base un sens politique, transformatif collectif, perturbateur et libérateur ont été édulcorés, dilués, individualisés et vidés de leur sens dans le cadre de la stratégie de développement dominante.
- Conséquemment, nous appelons à se réapproprier le sens profond et radical² de concepts-clés à portée stratégique en CSI, tels l'intersectionnalité, le genre, l'empowerment³, la justice sociale, la paix.
- S'inscrire dans une perspective de théoriser et pratiquer le sens transformateur de ces concepts, tout en étant conscient·es des difficultés et limites de cette perspective dans nos contextes et structures.

Sous cette perspective, il est important de :

- Mettre davantage l'emphase sur la notion de collectivité, au-delà de l'amélioration de la situation des individus et au-delà des droits des femmes, dans le cadre d'une compréhension politique stratégique de l'intersectionnalité et de l'empowerment.
- Inclure les organisations LGBTQI2S+ des communautés des Suds dans les réflexions sur la redéfinition du genre.
- Impliquer dans la redéfinition de l'empowerment les partenaires et les personnes ciblées par les actions et programmes.
- Dans certains contextes, il pourrait être bien de travailler à la fois sur l'empowerment et l'autonomisation qui sont en fait deux éléments distincts qui peuvent agir en complémentarité.
- Lutter contre les mouvements anti-genre et anti-droits, et appuyer les mouvements pour les droits des groupes et des personnes discriminées et marginalisées (femmes, LGBTQI2S+, personnes en situation de handicap, etc.), en ayant conscience que l'*« ennemi commun »*, c'est le patriarcat dans son imbrication aux autres systèmes d'oppression tels le racisme, le capitalisme, l'hétérosexisme et le cisgenrisme ou l'âgisme.

² Le terme « radical » réfère à aller à la racine des concepts.

³ L'autonomisation, telle que mise en pratique en coopération et solidarité internationales (CSI) revêt des dimensions de gestion de la pauvreté et des inégalités pour permettre aux individus de développer et d'exercer leurs capacités individuelles et de prendre des décisions rationnelles dans un contexte d'économie de marché. *L'autonomisation* est alors lié aux notions de choix, d'opportunité, de participation, de gouvernance, de propriété et de reddition de comptes (Bacqué et Biewener, 2015).

Il est donc important de différencier l'autonomisation de l'empowerment, concept qui lors de sa généalogie, ne signifiait pas que l'autonomie économique des femmes, mais le renforcement de leur pouvoir par une transformation radicale des structures économiques, politiques, légales et sociales qui perpétuent la domination selon le sexe, l'origine ethnique et la classe (Calvès, 2009).

Sous ces deux orientations-clés, la nouvelle stratégie genre du CQFD-AQOCI est axée autour des cinq axes suivants :

1. REPENSER LES PARTENARIATS ET LES ALLIANCES SOUS L'ANGLE DES RAPPORTS DE POUVOIR

- Contrer la bureaucratisation des ONG générée par les rapports de pouvoir dominants en CSI.
- Favoriser les alliances avec des ONG enracinées dans les luttes locales pour la justice.
- Être sensibles aux contextes d'insécurité des personnes et des ONG en situation de militance.
- Revoir les partenariats et les financements, en favorisant les ONG ancrées dans les luttes locales.
- Rompre avec la stigmatisation des populations et des femmes dans le Sud global⁴.
- Déconstruire les relations de pouvoir et s'interroger sur ses priviléges.
- Les projets doivent émaner des besoins des communautés et ONG locales et non pas d'orientations émises par les partenaires financiers.
- Tenir compte des communautés de femmes les plus marginalisées, dont les communautés paysannes.
- Mener un plaidoyer pour une politique transformative en CSI.

2. S'OUVRIR AUX SAVOIRS DES SUDS DANS UNE PERSPECTIVE DE COCONSTRUCTION DES SAVOIRS

- Reconnaître et valoriser les savoirs théoriques et expérientiels des ONG et des féministes des Suds comme :
 - Les projets autogérés;
 - L'éducation populaire et les pratiques de conscientisation;
 - La compréhension de l'aspect politique de la remise en cause de tous les systèmes d'oppression;
 - La compréhension du développement comme une question de colonialité;
 - L'opposition à la subordination aux connaissances standardisées qui invisibilisent l'empowerment collectif;
 - La vision du monde avec d'autres référents et des temporalités non linéaires;
- Créer des espaces de dialogue sans monopoliser les termes ni les vider de leur contenu conflictuel.

⁴ Le terme Sud global (qui reste discutable en vue d'une meilleure terminologie) décrit une position occupée par certains États et territoires qui, dans le système mondial, font face à des désavantages politiques, économiques et sociaux, en opposition aux pays du Nord global qui occupent une position avantageée et privilégiée.

3. DÉVELOPPER UNE APPROCHE DE LOCALISATION TRANSFORMATRICE

- Élaborer un cahier des charges d'une localisation transformatrice comportant des critères précis, tels que :
- Questionner nos positionnalités⁵ : se conscientiser sur les résistances des OCI, étant donné l'impact de la localisation des pouvoirs et des savoirs sur leurs rôles influents;
 - Questionner la pertinence des OCI comme intermédiaires pour le financement;
 - Valoriser le travail des partenaires sur la base d'une égalité/équité salariale;
 - Réduire la chaîne des intermédiaires dans l'esprit d'un empowerment collectif;
 - Rompre avec une pratique dominante qui mobilise l'expertise des Nords vers les Suds et favoriser les expertises locales;
 - Localiser la gestion des finances;
 - Améliorer la confiance des partenaires financiers envers les mouvements (groupes) de la base;
 - Réfléchir à des mécanismes de transparence avec les ONG du Sud global.

4. DIVERSIFIER LES SOURCES DE FINANCEMENT ET REVOIR LES MÉCANISMES DE MANIÈRE PARTICIPATIVE EN FAVORISANT LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, Y COMPRIS CELLES DE LA BASE, DIRIGÉES PAR OU APPUYANT LES FEMMES LES PLUS MARGINALISÉES

- Alléger le pouvoir des parties puissantes, en favorisant :
- des partenaires financiers plus flexibles;
 - des financements Sud-Sud;
 - des fonds de financement gérés par des ONG féministes;
- Contrer les mécanismes d'exercice des micro-pouvoirs, sous la contrainte financière
- Favoriser financièrement :
- les mouvements de la base ayant un ancrage territorial et un enracinement dans les luttes locales;
 - les communautés de femmes les plus marginalisées.
- Proposer des budgets qui visent la pérennité des organisations des Suds :
- qui assure un financement des salaires pour les projets autonomes, pour en assurer la durabilité et pour contrer l'appauvrissement des femmes investies dans le bénévolat ;
 - qui valorise des processus mis en œuvre par les communautés, au-delà des processus de financements par la CSI.

⁵ La positionnalité est un « processus au cours duquel et par lequel chaque personne prend conscience de sa position dans les relations de pouvoir imbriquées, mais aussi le processus au cours duquel elle trouve sa place dans le monde, son point de départ, ce point d'où elle regarde le monde ». La positionnalité fait donc référence à la « manière dont l'identité et les affiliations individuelles d'une personne sont positionnées par les autres. Elle décrit également la manière dont l'identité influence et biaise la compréhension et la vision du monde ». (Voir [Fiche synthèse - Les incontournables féminismes décoloniaux](#))

- Réfléchir à des mécanismes de transparence qui ont un sens pour les organisations du Nord et du Sud, en termes de gestion des ressources.

5. **CHANGER LE NOM DU CQFD POUR LE COLLECTIF QUÉBÉCOIS DES FÉMINISMES EN DIALOGUE**

- Le nouveau nom du CQFD a été adopté dans l'esprit de garder les lettres du sigle et changer les mots pour mieux refléter une perspective transformatrice décoloniale et inclusive (décoloniale, antiraciste, promouvant les droits des femmes et égalité des genres)

INTRODUCTION

Depuis 2021, le Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'AQOCI a vécu un long cheminement mettant en question la stratégie « genre et développement », tel qu'elle est mise en pratique dans le secteur de la coopération et solidarité internationales (CSI).

Dans ce processus ont été organisés des formations, des partenariats, des événements publics, des consultations internes, des consultations auprès de nos alliés et partenaires aux niveaux local et international, qui ont permis de dessiner à plusieurs mains les traits distincts d'une nouvelle vision du rapport genre / justice sociale, économique et politique dans le monde.

La coconstruction de cette nouvelle vision s'est traduite par une nouvelle *Stratégie de genre transformatrice des rapports de pouvoir en coopération et solidarité internationales* adoptée par l'assemblée générale du CQFD, le 20 novembre 2024. Cela a induit le changement du nom du CQFD, devenu *Collectif québécois des féminismes en dialogue*.

Cette nouvelle stratégie genre a été présentée lors du Grand rendez-vous des États généraux québécois de la solidarité internationale (tenu le 4, 5 et 6 juin 2025) et a contribué ainsi à l'enrichissement du dialogue avec nos partenaires des mouvements sociaux québécois. Elle inspirera une révision de la politique Droits des femmes et égalité des genres de l'AQOCI ainsi que les actions du CQFD dans les prochaines années.

**Cette stratégie a été élaborée à la suite d'une large consultation menée de mars 2022 à mai 2024.
Les membres des groupes⁶ suivants ont participé à ce vaste chantier :**

- Espaces de concertation de l'AQOCI :
 - Communauté de pratique « Genre en pratique »
 - Membres du CQFD, notamment lors d'assemblées générales annuelles et thématiques et son comité de coordination (COCO)
 - Comité Solidarités féministes avec les Suds, mis sur pied et animé par le CQFD
- Groupes alliés et partenaires québécois :
 - Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF), Comité international de la Marche mondiale des femmes
 - Observatoire francophone du développement inclusif par le genre (OFDIG)-UQAM
 - Chaire Claire-Bonenfant - Université Laval
- Groupes alliés et partenaires internationaux
 - Concertation des Collectifs des Associations Féminines de la région des Grands Lacs (CO-CAFEMGL) créée en 2001 par 11 organisations féminines de trois pays : Burundi, République démocratique du Congo et Rwanda.
 - Collectif féministe 1931 (Cameroun)
 - Collège des femmes du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux -CNCR (Sénégal)
 - Sempreviva Organizaçao Feminista - SOF (Brésil)
 - Fundación Nosotras con Equidad (Équateur)
 - Araña feminista (Venezuela)
 - Via Campesina (Haïti)
 - Tet Kole Ti Peyizan Atisyen (Haïti)
 - Red Lationamericana Mujeres transformando la economía - REMTE
 - Tinta Violeta (Venezuela)

Les consultations au sein des entités du CQFD et auprès des partenaires et alliés ont porté sur une proposition de Critique de la stratégie Genre et développement et axes d'une nouvelle stratégie genre, qui contient des éléments détaillés en termes de critique et en termes de perspectives d'une nouvelle vision stratégique. Dans le reste de cette présentation, nous référerons à ce document-objet de consultations par le terme « Proposition ».

⁶ Les personnes participantes ne parlaient pas au nom de ces organisations où elles sont actives. Elles interagissaient dans les discussions en exprimant leurs propres points de vue, basés sur leurs savoirs et expériences.

Sur la base de la Proposition, le processus des consultations a porté notamment sur les 14 axes suivants :

1. Redéfinir et réhabiliter le sens politique des concepts de genre, d'intersectionnalité et d'empowerment;
2. Rompre avec le concept de développement;
3. Repenser les partenariats;
4. Rompre avec la stigmatisation des populations et des femmes dans le Sud global;
5. Favoriser les savoirs-terrain des Suds;
6. Revoir les critères de choix d'ONG partenaires;
7. Revoir les critères de financement;
8. Favoriser la diversité des financements;
9. Créer des communautés de pratique réunissant chaque OCI avec les ONG partenaires dans les Suds pour l'échange des savoirs et des meilleures pratiques;
10. Favoriser la collaboration entre les ONG partenaires et les ONG actives dans le mouvement féministe des Suds;
11. Localiser le renforcement des capacités par l'attribution de ce rôle aux féministes du pays concerné;
12. Utiliser la positionnalité comme outil d'action transformateur des rapports de pouvoir;
13. Être sensible aux contextes d'insécurité des personnes et ONG en militance;
14. Mener un plaidoyer pour une politique transformatrice des rapports de pouvoir et de genre en coopération et solidarité internationales.

Dans ce qui suit, nous documentons :

- Les angles sous lesquels la stratégie « genre et développement » a été critiquée et les perspectives sous lesquelles doit être réhabilité le sens politique transformateur de concepts importants tel que le genre, l'intersectionnalité et l'empowerment;
- Les apports importants des féministes des Suds qui ont émané des consultations, à travers des témoignages basés sur leurs expériences;
- Les apports de représentantes d'OCI membres du CQFD-AQOCI, basés sur leurs expériences avec leurs partenaires;
- Les points-clés de la nouvelle stratégie genre, émanant du processus de consultations des membres du CQFD, de ses partenaires et alliés.

I. REDÉFINIR-RÉHABILITER LE SENS POLITIQUE DU GENRE, DE L'INTERSECTIONNALITÉ ET DE L'EMPOWERMENT

En rappelant que « *les parties puissantes*⁷ imposent un modèle de partenariat Nord-Sud entre les OCI et les ONG sous le terme “développement” qui constitue une finalité des Nations unies en termes de 17 objectifs de développement durable (ODD) à atteindre en 2030 », la Proposition soumise à la consultation présente un cadre analytique mettant en question cette stratégie dominante en CSI :

« Déconstruire le savoir sur le genre et le « développement » fait partie d'un long processus décolonial, car le concept développement incarne un savoir colonial⁸ émis par le Nord global et véhiculé à travers les programmes de coopération et solidarité internationales (CSI), qui vide de leur sens transformateur les finalités des concepts et approches du genre, de l'intersectionnalité et de l'empowerment. [...] Signifiant lors de leur généalogie une finalité de transformation des rapports de pouvoir et de genre, l'usage de ces concepts est réduit à des visées économiques et à des résultats quantitatifs de court terme, dans le cadre de programmes économiques et sociaux liant en partenariat des OCI dans le Nord global et des ONG dans le Sud global. Les conséquences en sont graves en termes de justice sociale et de justice à l'international. »

« Ces manières de capter et de pratiquer le genre, l'intersectionnalité et l'empowerment sous la stratégie genre et développement en CSI sont favorisées par une gouvernance qui construit discrètement un domaine public dénué de rapports de pouvoir entre classes sociales et d'histoires d'oppression, où l'accent est mis sur les identités individuelles, au point de camoufler la responsabilité collective et où les rationalités du marché redéfinissent la démocratie ».

Sur cette base de cadre analytique, il a été proposé de :

« [...] revoir les marqueurs et les terminologies pour nommer le monde dans le cadre d'une stratégie transformatrice des rapports de pouvoir et de genre. Ces nouveaux marqueurs devraient, entre autres, contester l'imaginaire binaire du monde qui influence la construction des outils visant la prise en compte du genre dans la CSI : binarité femmes/hommes; binarité monde développé/monde sous-développé; binarité Nord/Sud »

Le document de la Proposition intègre des repères analytiques pour redéfinir et réhabiliter le sens politique du genre, de l'intersectionnalité et de l'empowerment.

⁷ Voir la fiche « Repenser les féminismes et la solidarité internationale sous l'éclairage des Suds : Les incontournables féminismes décoloniaux » : https://aqoci.qc.ca/wp-content/uploads/2022/08/Fiche_synthese_Feminisme-decolonial_sept-2022_Finale.pdf

⁸ « Le caractère colonial et raciste de ce terme-concept est flagrant, dès qu'on le situe dans sa généalogie après la Deuxième Guerre mondiale, où les États-Unis s'affirmaient comme nouvelle puissance mondiale, dans un contexte qui dessinait les règles du jeu de la guerre froide. C'est dans ce processus qu'un discours fondateur de l'idée contemporaine du « développement » a été prononcé le 20 janvier 1949 par Harry S. Truman, 33^e président des États-Unis. Pour la première fois, ce terme était utilisé pour souligner l'importance de l'aide aux régions « sous-développées ». Cet énoncé d'une stratégie civilisatrice visant le Sud global s'inscrivait dans la continuité de la « mission » civilisatrice formulée dès le XVIII^e siècle pour légitimer la stratégie de colonisation envers les peuples des Suds. » (Extrait de la critique de la stratégie genre, novembre 2023)

Les consultations sont allées dans le même sens que l'analyse proposée, en considérant que les concepts qui ont à la base un sens politique, transformatif collectif, perturbateur et libérateur ont été édulcorés, dilués, individualisés et vidés de leur sens. D'où l'importance de redéfinir et réhabiliter le sens politique transformatif de ces concepts, tout en reconnaissant qu'il y a des difficultés de mise en pratique de cette perspective dans nos contextes et structures.

L'apport des consultations à ce propos a été très riche, comme suit.

1.1 Revue des concepts vidés de leur sens politique transformateur

Le groupe des féministes de l'Amérique du Sud réunies au sein du comité SFAS a remis en question l'usage dominant de certains termes, tel que la paix et la justice sociale :

« Ces termes ont été édulcorés, dilués et vidés de leur pouvoir politique perturbateur et libérateur. L'individualisation de ces termes par la CSI enlève leur pouvoir de transformation à l'impulsion collective qui permet au féminisme d'être puissant. Un regard critique doit être porté sur les personnes qui définissent ces termes. » (Extrait du procès-verbal des consultations du comité SFAS, 18 mars 2024).

Une activiste de la Marche mondiale des femmes a critiqué la vision en CSI, qui omet l'intersectionnalité des systèmes d'oppression dans son approche du féminisme :

« Du point de vue du Nord, la CSI travaille généralement secteur par secteur, question par question et projet par projet : le racisme est traité séparément du féminisme, le colonialisme est rarement abordé et le capitalisme encore moins. Or, le féminisme doit être compris de manière transversale et non comme une question sectorielle. En ce qui concerne les savoirs populaires et politiques, le Nord a beaucoup à apprendre du Sud, entre autres sur sa façon de faire de l'éducation populaire féministe. Le Nord doit aussi comprendre l'aspect politique inhérent à la remise en question de tous les systèmes d'oppression, et pas seulement du patriarcat, afin de pouvoir créer une véritable solidarité sociale. » (Extrait du procès-verbal des consultations, comité SFAS, 18 mars 2024)⁹.

Dans cette discussion, il a été amené notamment que :

1. **La paix**, qui est au cœur du triple nexus, est un concept trop large qui finit par être un pivot pouvant être interprété par les donateurs et les organisations internationales comme n'importe quel type de paix qui n'est pas nécessairement ce que les communautés recherchent;

⁹ « Desde una perspectiva del Norte, la CSI trabaja generalmente sector por sector, tema por tema y proyecto por proyecto: el racismo se trata a parte del feminismo, el colonialismo se habla poco, y del capitalismo aún menos. No obstante, el feminismo debe ser entendido transversalmente y no como algo sectorial. En cuanto a los saberes populares y políticos, el Norte tiene mucho que aprender del Sur, entre otras cosas a nivel de su manera de hacer educación popular feminista. El Norte igualmente debe comprender el aspecto político que es inherente al cuestionamiento de todos los sistemas de opresión, y no solo el patriarcado, para poder hacer una real solidaridad social. »

2. Le paradoxe du **développement** qui, perçu comme positif et souhaité par le Nord, fait des victimes dans les communautés (par exemple, en Amérique du Sud). « *Parler de développement de manière positive sème la confusion dans les communautés où le développement est d'abord et avant tout une question de colonialisme* »;
3. Le concept « **justice sociale** » est objet de controverse : alors qu'il est utilisé au Nord comme perspective pour la transformation sociale, il y a une réticence à son usage par des féministes des Suds, car sa signification politique (dans le sens de transformation globale de la société) a été cooptée :

« Le terme “justice sociale” restreint le champ plutôt qu’il ne l’élargit, et [il est] nécessaire d’ajouter d’autres champs pour le compléter (par exemple, la justice économique, la justice climatique, etc.) En réalité, la justice sociale est considérée comme le côté compensatoire du capitalisme : les politiques sociales tentent de compenser les méfaits du capitalisme et les questions sociales deviennent à moitié résiduelles. [...] La justice sociale pourrait être un concept très complet et très englobant, mais il est devenu aujourd’hui plutôt sectoriel. Au lieu du mot “social”, trouver un terme qui évoque cette globalité et cette vision systémique que vous souhaitez véhiculer. » (Participante d'Amérique du Sud, comité SFAS, 18 mars 2024)¹⁰.

1.2. Redéfinir le genre

L'Assemblée générale thématique (AGT) du CQFD (22 novembre 2023) a souligné que les organisations LGBTQI2S+ des communautés des Suds devraient être dans les conversations sur la redéfinition du genre. Les termes veulent dire différentes choses dans différents contextes et génèrent des impacts différents. D'où l'**importance d'avoir une représentation de multiples groupes dans cette discussion**. Il est d'ailleurs signifiant qu'il y ait une quasi-absence de personnes s'identifiant à la communauté LGBTQI2S+ lors de nos discussions sur cette question.

Plusieurs termes ont été vidés de leur sens politique, au point que parler de droit des femmes et d'égalité de genre n'est pas assez inclusif. Cela amène à suggérer d'« *aller vers de nouveaux mots qui vont plus loin* » (extrait, AGT du CQFD, 22 novembre 2023). C'est dans ce sens que des groupes militants des Suds proposent des terminologies comme « *droits des femmes et mobilisation pour les personnes et communautés vulnérables/marginalisées* ».

La communauté de pratiques (CdP Genre) de l'AQOCI (25 janvier 2024) s'est intéressée au danger montant des groupes anti-droits et anti-genre aussi bien dans le Nord global que dans le Sud global et a souligné l'importance de lutter contre ces mouvements, sous un regard intersectionnel sur le croisement des systèmes d'oppression faits de patriarcat, de capitalisme, de colonialisme, de racisme, etc. Elle a recommandé de **Mettre de l'avant les groupes marginalisés tout en visibilisant les droits des femmes**.

¹⁰ « El término “justicia social” reduce un campo en vez de ampliarlo, y [hay] la necesidad de añadirle otros campos para complementarlo (por ejemplo: justicia económica, justicia climática, etc.). En realidad, la justicia social se ve como el lado compensatorio del capitalismo: las políticas sociales tratan de compensar los daños del capitalismo y los temas sociales se vuelven medio residuales. [...] La justicia social puede haber sido un concepto muy abarcador e integral, pero ahora se volvió más bien sectorial. En lugar de la palabra “social”, [propongo] que se encuentre un término que denote esta integralidad y visión sistémica que desean vehicular. » (Magdalena León)

Dans ce cadre, les propositions suivantes ont été amenées :

- Lutter contre les mouvements anti-genre et anti-droits (qui sont partout sur la planète, attaquent les droits des personnes LGBTQI2S+ et les droits des femmes, particulièrement les droits sexuels et reproductifs et nient la violence basée sur le genre).
- Mettre en lumière les abus du concept de décolonisation (coopté dans le Nord et dans le Sud) ce qui le vide de son sens politique premier et met en danger les droits des femmes et des groupes marginalisés (dans les pays ex-colonisés, il y a une tendance conservatrice, anti-droits qui considère les droits des femmes et l'égalité des genres comme une orientation colonialiste de l'Occident).
- Dénoncer à quel point les membres des communautés LGBTQI2S+ ne se sentent pas représentées et sont exclues de certains mouvements féministes africains¹¹, tout comme les personnes en situation de handicap (dont les droits ne sont pas mis de l'avant et pris en compte dans les politiques et pratiques).
- Déconstruire le narratif de certaines ONG anti-droits dans le Sud qui s'appuie souvent sur un positionnement anti-blanc, anti-Occident, anti-racisme, mais pour exclure des groupes marginalisés¹².
- Mettre de l'avant les droits des groupes et personnes marginalisées (femmes, LGBTQI2S+, personnes en situation d'handicap, etc.), en ayant conscience que l'ennemi commun, c'est le patriarcat dans son imbrication aux autres systèmes d'oppression.

« Les membres des communautés LGBTQI2S+ n'invisibilisent pas les femmes et on doit rester solidaires toutes ensemble contre le patriarcat, qui est le système d'oppression à déconstruire. Parfois on travaille sur les droits des femmes, parfois sur les droits des personnes trans, les droits des femmes et des personnes en situation de handicap, etc. Mais on doit éviter la compétition entre nous et se voir comme des ennemis, le patriarcat est l'ennemi » (Extrait, CdP Genre, 25 janvier 2024).

Dans le même sens, les participantes aux consultations au sein du comité SFAS (le 6 mars 2024) ont dénoncé « *un activisme [en montée], prônant un nouveau masculinisme et le patriarcat; une militance d'extrême droite, nourrie par les parties puissantes en Occident* ».

¹¹ Le lobby anti-LGBTQI2S+ est tellement fort qu'il invisibilise ces personnes pour parler strictement d'égalité homme-femme et refuse la notion d'égalité des genres.

¹² Exemple : Au Canada, les communautés autochtones, les personnes 2 spirit viennent avant la colonisation. La notion de non-binarité (homme-femme) et l'inclusion de la diversité des genres existaient avant la colonisation dans les sociétés autochtones et dans leurs cultures. Il faut déconstruire le narratif anti-droits qui impacte les femmes, mais aussi les personnes LGBTQI2S+.

1.3. Redéfinir-réhabiliter le sens de l'intersectionnalité

L'Assemblée générale thématique (AGT) du CQFD a considéré que « *les OCI ont poli l'intersectionnalité pour enlever la partie militante et répondre aux besoins des OCI plutôt que ceux des personnes originellement au cœur du concept* ». Cela est à mettre en lien avec l'enjeu financier :

« Car les bailleurs de fonds cadrent l'intersectionnalité et la manière de la travailler en fonction de leur propre vision et de leurs propres objectifs. Une solution pourrait être de diversifier les fonds, mais avec la montée de la droite et de l'extrême droite, il y a une difficulté de plus en plus marquée à trouver des fonds ouverts. » (Extrait, AGT du CQFD, 22 novembre 2023).

La dimension individuelle prend trop de place dans la concrétisation de l'approche intersectionnelle, au point d'omettre la vision plus systémique du côté collectif et de la manière de travailler que cette approche induit.

« Si nous souhaitons mettre en pratique cette dimension collective, ce n'est pas possible dans le cadre de projets de deux ou cinq ans. Les OCI doivent donc avoir la possibilité de mettre en place des partenariats et des projets/programmes qui s'engagent dans la durée. Il y a là un besoin nécessaire de changer les structures. On ne peut pas parler de décolonisation et d'intersectionnalité en maintenant les structures coloniales qui perdurent encore dans le secteur. » (Extrait, AGT du CQFD, 22 novembre 2023).

L'AGT a considéré qu'il est du devoir des OCI de ramener le sens militant aux concepts que nous utilisons, tout en reconnaissant qu'il y a des difficultés d'application dans nos contextes et structures. Il faut également **mettre davantage l'emphase sur la notion de collectivité**; ce qui passe notamment par une visibilisation des partenaires et de leur travail.

Dans le même sens, au sein du comité SFAS, une participante membre d'une ONG d'Afrique a souligné l'importance de viser le changement de la situation de la communauté, au-delà de la situation des femmes :

« Dans les Suds, il n'y a pas seulement la question de "libérer les femmes", mais plutôt celle de libérer les communautés pour qu'elles aient accès aux services, etc. La dimension communautaire est beaucoup plus importante » (Extrait de PV des consultations, comité SFAS, 6 mars 2024).

1.4. Redéfinir-Réhabiliter le sens de l'empowerment

L'autonomisation collective des femmes n'a pas sa place dans le système de la CSI, selon une participante au groupe de l'Amérique du Sud au sein du comité SFAS :

« La plupart des ressources sont orientées vers l'aide individuelle, laissant de côté la transformation collective : l'autonomisation collective est totalement invisible. L'autonomisation collective des femmes n'intéresse pas le système, car elle pourrait modifier les relations économiques et de pouvoir au sein de la communauté. L'un des indicateurs les plus importants, le renforcement des capacités des organisations nationales et locales, ne fournit pas les outils nécessaires... » (Extrait de PV des consultations du comité SFAS, 18 mars 2024)¹³.

¹³ « La mayoría de los recursos están orientados hacia la asistencia al individuo, dejando de lado la transformación colectiva: el

Les points suivants ressortent de la consultation de l'AGT du CQFD sur la question de l'empowerment :

1. La manière dont les différentes organisations travaillent l'empowerment dans le cadre des programmes et projets est différente. Cela complique le processus pour arriver à un consensus sur la définition de l'*empowerment*. **Nous devons arriver à une vision claire de ce concept, en tant qu'organisations, mais aussi avec les partenaires et les personnes ciblées par les actions et programmes.**
2. Il serait également important de cibler ce qu'est un *empowerment* réussi. Pour y arriver, il est important de renforcer les partenariats avec les organisations de femmes des Suds et s'assurer qu'elles soient intégrées à différents niveaux et dans différents espaces. Ceci implique **un volet de renforcement et de formation qui devrait être du domaine des organisations locales, par les personnes expertes locales, dans l'objectif de valoriser leurs savoirs et de permettre des échanges entre les organisations des Suds. En ce sens, il faut cesser de voir la mobilité de l'expertise des Nords vers les Suds et travailler au niveau des communautés.**
3. **Dans certains contextes, il pourrait être bien de travailler à la fois sur l'empowerment et l'autonomisation, qui sont en fait deux éléments distincts pouvant agir en complémentarité.**
4. Il faut donc développer une vision plus claire de l'empowerment, mais surtout travailler sur les environnements et les structures qui maintiennent les exclusions et les discriminations. Nous mettons beaucoup l'emphase sur les capacités des femmes dans les projets, mais il faut créer des environnements de travail qui permettent de dépasser les enjeux structurels pour qu'ils soient plus ouverts aux femmes.
5. **Il est important de faire davantage de plaidoyers pour les communautés qui sont les plus marginalisées (comme les communautés LGBTQI2S+ et les personnes en situation de handicap) puisqu'il y a le maintien de paradoxes dans le secteur qui ne permettent pas de travailler de manière systémique sur les structures d'oppressions.**
6. **Il faut également travailler sur nous-mêmes comme organisations et personnes qui travaillent dans le secteur de la CSI et nous demander quels sont les enjeux réels sur lesquels nous pouvons travailler avec nos partenaires en considérant nos positionnalités.**

empoderamiento colectivo se ve completamente invisibilizado. El empoderamiento colectivo de las mujeres no le interesa al sistema, porque podría cambiar las relaciones económicas y de poder dentro de la comunidad. la localización dentro de la CSI deja mucho que desear y que mejorar. Uno de los indicadores más importantes, que es el fortalecimiento de las capacidades de las organizaciones nacionales y locales, no ofrece las herramientas necesarias.»

II. ÊTRE CONSCIENT·ES DE NOS POTENTIELS ET LIMITES TRANSFORMATIFS

Il ressort des consultations que :

La bureaucratisation des ONG, l'appauvrissement des bénévoles en projets autonomes sont des tendances significatives des rapports de pouvoir dominants en coopération et solidarité internationales (CSI), sous les commandes des bailleurs de fonds. Cela nécessite de contrer ces tendances et en même temps de relativiser les possibilités de « décoloniser » la CSI. Cependant, il est important de creuser les marges de manœuvre pour favoriser la transformation des rapports de pouvoir et de genre.

L'apport des consultations à ce propos a été très riche, comme suit.

2.1 Le pouvoir financier et la marge de manœuvre transformatrice

Dans le cadre des consultations menées au sein du comité Solidarités féministes avec les Suds (SFAS), auprès de membres d'ONG d'Afrique, de Haïti et du Québec, une participante est remontée au **moment charnière où les ONG dans le Sud global ont commencé à recevoir des financements de bailleurs de fonds internationaux et sont entrées dans un processus où, en même temps qu'elles perdaient leur autonomie, elles se bureaucratisaient** :

« Un problème important qui est rencontré est que nous sommes conditionnées par des financements qui limitent les ONG et les mouvements dans leurs actions. Dans le contexte des organisations actuelles, il y a une perte de sens des mouvements. Quand les associations sont nées, elles avaient des financements qui leur permettaient d'agir comme un mouvement et dans le sens qu'elles voulaient. Mais elles ont perdu leur autonomie de mouvement et sont devenues des ONG faisant de plus en plus de bureaucratie. Elles n'ont pas les moyens de leurs politiques internes et sont prises derrière leurs bailleurs externes. Elles deviennent des bureaucrates et sont dénaturées. Est-ce qu'il pourrait y avoir des financements qui permettent une plus grande autonomie et de mener notre mouvement dans le sens que nous souhaitons ? » (Une participante au comité SFAS, le 6 mars 2024).

D'autres participantes ont témoigné de cas vécus pour illustrer cette perte de liberté de décision. Par exemple : une ONG africaine voulait soumettre un projet pour l'éducation des filles à un important bailleur de fonds nord-américain. Mais la réponse a été que ce n'était plus le sujet de l'heure pour le bailleur qui « préférait miser sur les changements climatiques ou d'autres thématiques en fonction de son agenda en tant que bailleur ».

2.2 Les défis des projets autogérés en dehors des finances de la CSI

Lors de consultations réunissant au sein du comité SFAS des membres d'ONG et des féministes d'Amérique du Sud, des participantes ont constaté que bien qu'il soit très difficile de mettre en place des initiatives alternatives qui permettent de s'affranchir du financement du Nord, **des efforts sont déployés pour autogérer les ressources**. Cela permet d'avoir un espace qui n'est pas aussi inflexible et restreint que ce qui domine dans les pratiques en CSI. Cependant, cette marge de liberté est acquise grâce au dévouement militant des bénévoles, alors que la durabilité des projets nécessite de rémunérer ce travail :

« Dans ces initiatives alternatives, un espace commun et des moyens de se comprendre mutuellement sont construits. Ces alternatives ne sont pas seulement dues à l'autogestion des ressources financières, mais aussi aux personnes qui travaillent trop (donc en bénévolat). Ce type d'organisation requiert une intellectualité organique et un militantisme permanent, mais il y a toujours la difficulté de reconnaître et de rémunérer le travail. Or, il est dans l'intérêt d'une ONG de pouvoir garantir une activité constante, voire professionnelle, qui ne dépende pas uniquement du bénévolat. En ce sens, les initiatives alternatives à la CSI sont difficiles, car elles dépendent toujours des volontaires et de leurs propres ressources. Avec les crises économiques et les difficultés de toutes sortes, la mobilisation des ressources financières de la société est de plus en plus compliquée : la marge de manœuvre est réduite, ce qui rend l'autogestion très complexe. Pouvoir gérer une partie des budgets des projets devient encore plus compliqué, surtout lorsque la réglementation du pays limite l'intervention. » (Extrait du procès-verbal des consultations, comité SFAS, 18 mars 2024).

2.3 S'inscrire dans une perspective transformatrice de la CSI

« Comment être efficaces en termes de localisation et diversification des financements, sans perdre la portée politique et transformatrice de nos activités ? » C'est par cette question que la modératrice des consultations auprès du comité SFAS (le 6 mars 2024) a résumé le défi qui se présente à une perspective de changements des pratiques en CSI.

De leur côté, les membres de la Communauté de pratique « Genre en pratique » (CdP Genre) de l'AQOCI ont **relativisé les possibilités de « décoloniser le développement » et d'en transformer les aspects systémiques, vu les rapports de pouvoir dominants**, où les parties puissantes ont les commandes des finances et par conséquent de la décision. Elles ont souligné qu'il est néanmoins important d'élargir les marges de manœuvre, en inscrivant la nouvelle stratégie dans **une perspective transformatrice des rapports de pouvoir et de genre en CSI**.

« On peut s'inscrire dans une perspective transformatrice, tout en soulignant les limites systémiques à cette perspective. » (CdP Genre, 25 janvier 2024.)

À cet effet, la CdP Genre a amené les propositions suivantes :

1. Être conscient·es des limites de notre secteur en termes de capacité transformatrice : une chose est d'amener des modifications dans notre milieu, mais une autre est de « *décoloniser le développement* ». On devrait rester réaliste.
2. Parler plutôt de « **déconstruire le développement** » et créer autre chose : on peut modifier la situation actuelle, mais **il est difficile de transformer véritablement les aspects systémiques**.
3. Adopter une approche féministe dans nos organisations et dans le secteur de la CSI nécessite une remise en question du système patriarcal et capitaliste dominant et une transformation de nos rapports entre êtres humains, mais également de notre rapport à la nature et la transformation de nos modes de production et de notre système économique. Cette transformation doit donc être transversale dans nos organisations et à l'AQOCI.
4. **Souligner l'approche transformatrice, féministe, voix des Suds**, rendre visible les féminismes, les femmes et mettre cette approche en pratique à l'échelle de la solidarité internationale;
5. **Mettre de l'avant l'aspect transformateur des rapports de pouvoir et de genre**;
6. S'inscrire dans une approche féministe transformatrice qui transcende les droits des femmes;
7. **Faire attention à la cooptation de termes tels « décolonialité » / « décoloniale », dans le sens d'un usage politique qui ne sert pas la transformation stratégique;**
8. **Intégrer la question de la réparation** (en rapport avec le colonialisme, l'esclavage, l'exploitation des richesses naturelles et des personnes).

III. LES POINTS-CLÉS D'UNE NOUVELLE STRATÉGIE GENRE EN CSI

Le document soumis aux consultations des membres du CQFD, des partenaires et des alliés a proposé dix angles pour une stratégie transformatrice des rapports de pouvoir et de genre en coopération et solidarité internationales. Ces angles sont basés sur les discussions dans des événements¹⁴ réunissant les membres du CQFD et des ONG et féministes des Suds, y compris dans le cadre de l'École féministe¹⁵ de l'AQOCI (en janvier 2023) consacrée à ce thème :

1. Repenser les partenariats;
2. Rompre avec la stigmatisation des populations et des femmes dans le Sud global;
3. Favoriser les savoirs-terrain des Suds;
4. Revoir les critères de choix d'ONG partenaires et les processus de financement;
5. Favoriser la collaboration avec le mouvement féministe dans le Sud global;
6. Utiliser la positionnalité comme outil d'action transformative des rapports de pouvoir;
7. Être sensible aux contextes d'insécurité des personnes et ONG en militance;
8. Favoriser la diversité des financements;
9. Rompre avec le concept de développement;
10. Mener un plaidoyer pour une politique transformatrice en CSI.

Chacun de ces angles est amené avec un argumentaire (voir détails dans la [Proposition](#), mars 2024).

¹⁴ Voir la fiche synthèse [Les incontournables féminismes décoloniaux](#) (septembre 2022), qui documente la participation de féministes des Suds à la coconstruction de savoirs sur ce thème, dans le cadre d'un partenariat entre le CQFD et la Chaire Claire-Bonenfant.

¹⁵ Voir les quatre modules constituant les outils de formation de l'École féministe en janvier 2023, sous le thème : « *Mise en perspective de féminismes décoloniaux pour transformer la coopération internationale et l'économie des soins* »

[Module 1 – Dans une perspective transformatrice : Les théories et concepts des féminismes décoloniaux](#)

[Module 2 – L'ayapana marron : pratiques féministes décoloniales en Amérique du Sud](#)

[Module 3 – Mise en perspective de politiques et pratiques décoloniales de la coopération et solidarité internationales](#)

[Module 4 – L'économie des soins et les injustices économiques envers les femmes](#)

Il ressort des consultations l'importance de :

- 1) Rompre avec le concept de développement ; 2) Être conscients et conscientes de la dimension politique de la solidarité internationale et intégrer cette dimension dans l'éducation à la citoyenneté mondiale ;
- 3) Créer des espaces de dialogue sans monopoliser les termes, ni les vider de leur contenu conflictuel, pour coconstruire des savoirs et inviter le Nord à penser le monde avec d'autres référents et des temporalités non linéaires ; 4) Élaborer un cahier des charges d'une localisation transformatrice comportant des critères précis ; 5) Diversifier les sources de financement et revoir les mécanismes de manière participative en favorisant les organisations de la société civile, y compris celles de la base, dirigées ou appuyant les femmes les plus marginalisées ; 6) Repenser les partenariats, notamment en revoyant les critères de choix d'ONG partenaires.

L'apport des consultations à ce propos a été très riche, comme suit.

Dans le cadre des consultations auprès du comité Solidarités féministes avec les Suds (SFAS), une femme marchande non diplômée, responsable d'une ONG a mis l'accent sur les savoirs et expériences-terrain des femmes des Suds, comme suit :

« Mes consœurs et moi n'avons pas de diplômes, mais nous vivons les expériences et les conséquences des changements climatiques, etc. Il est donc essentiel de faire confiance aux femmes et aux savoirs locaux, les outils développés et utilisés localement, ainsi que les priorités spécifiques aux différents contextes et mouvements. » (Extrait de PV des consultations, comité SFAS, 6 mars 2024).

3.1 S'ouvrir aux savoirs théoriques et expérientiels des Suds

a) S'opposer à la subordination aux connaissances standardisées qui invisibilisent l'empowerment collectif

Lors de la consultation auprès du groupe de l'Amérique du Sud dans le cadre du comité SFAS, les personnes participantes ont dénoncé les processus coloniaux de la CSI, en constatant qu'ils génèrent une **subordination aux connaissances standardisées et formalisées par le Nord** :

« Faisant leurs propres diagnostics et identifiant les priorités en fonction de l'agenda du Nord, les organisations internationales arrivent dans les pays du Sud avec des projets tout faits, qui ne correspondent pas aux besoins réels des communautés. En général, la rigidité des projets ne permet pas de prendre en compte les contextes du Sud, qui ont besoin de plus de flexibilité. Par exemple, la vision à court terme de la CSI, qui veut obtenir des résultats en quelques années, ne tient pas compte des changements politiques dans les pays du Sud. Il s'agit là d'un défi, car cela permet d'éviter une vision qui pourrait être plus transformatrice, tout en mettant en péril la sécurité des communautés avec lesquelles ces organisations internationales travaillent. Dans ces cas, il ne s'agit

plus seulement du problème initial, mais aussi des problèmes qui s'ajoutent dans le temps impari pour développer les projets. De plus, la plupart des ressources sont orientées vers l'aide à l'individu, laissant de côté la transformation collective. L'empowerment collectif est totalement invisible. Avec ses projets standardisés, la CSI impose des modes de production capitalistes, colonialistes et patriarcaux, influençant la construction sociale existante. » (Extrait du procès-verbal des consultations, comité SFAS, 18 mars 2024).

b) Comprendre l'aspect politique de la remise en cause de tous les systèmes d'oppression, et pas seulement du patriarcat, afin de pouvoir réaliser une véritable solidarité sociale.

À l'encontre de la « *subordination aux connaissances standardisées qui invisibilisent l'empowerment collectif* », une recommandation importante a émané des discussions du groupe de l'Amérique du Sud au sein du comité SFAS :

« La solidarité internationale doit être reconnue dans les sociétés du Nord. En termes de savoirs populaires et politiques, le Nord a beaucoup à apprendre du Sud, notamment dans sa manière de faire de l'éducation populaire féministe. Outre la prise en compte des savoirs populaires, le Nord doit également comprendre l'aspect politique de la remise en cause de tous les systèmes d'oppression, et pas seulement du patriarcat, afin de pouvoir réaliser une véritable solidarité sociale. » (Ibid.)

c) Crée des espaces de conversation sans monopoliser les termes ni les vider de leur contenu conflictuel :

Ce groupe a recommandé une « *construction commune des savoirs* qui repose sur l'échange, le respect, la compréhension des différentes façons de nommer les choses et la construction de véritables espaces de conversation sans monopoliser les termes ni les vider de leur contenu conflictuel. » (Ibid.)

d) Penser le monde avec d'autres référents et des temporalités non linéaires :

Ce groupe a également invité le Nord global à penser le monde avec d'autres référents et des temporalités non linéaires :

« Actuellement, les communautés avec lesquelles les ONG et féministes travaillent dans cette région du monde se trouvent dans un double espace, où leur culture doit coexister avec le monde colonial. Ces communautés comprennent les deux mondes et invitent donc également le Nord global à essayer de penser le monde avec d'autres référents et d'autres temporalités non linéaires. Elles s'interrogent sur la manière dont nous pouvons valider nos discours et les alimenter pour construire quelque chose de plus partagé, un espace où les différentes interprétations se rencontrent et s'unifient. Nous ne devons pas nécessairement cesser de coopérer, ni d'être authentiques, mais nous devons influencer ensemble le système de la CSI. » (Ibid.)

e) Conscientiser à propos de la dimension politique de la solidarité internationale

Une féministe de l'Amérique du Sud a mis l'accent sur la conscientisation à propos de la **dimension politique de la solidarité internationale** et l'intégration de cette dimension dans l'éducation à la citoyenneté mondiale :

« ...La solidarité internationale doit être reconnue dans les sociétés du Nord. Par exemple, il faut s'interroger sur le rapport de la population québécoise avec les questions portant sur les migrations, les conflits comme celui de la Palestine, afin de savoir comment se construit son internationalisme. La réflexion doit commencer par les organisations sociales elles-mêmes, qui font partie du mouvement de solidarité » (Ibid.)¹⁶.

3.2 Repenser les financements et atténuer le pouvoir des financeurs

Des membres du CQFD se sont posé les questions suggestives suivantes pour repenser le rapport partenariat-financement :

1. Est-ce que le financement ne devrait plus transiter par les OCI ?
2. Le rôle des OCI pourrait-il changer et être moins dans la gestion des fonds, de façon qu'une plus grande partie des fonds atteint les communautés et les partenaires ?
3. Devrait-on promouvoir une diversification des financements, dont les financements Suds-Suds de façon à atténuer la dépendance envers les parties puissantes ? » (Extrait de PV, AGT du CQFD, 22 novembre 2023).

a. Diversifier les sources de financement

Dans le même sens, lors de la consultation du SFAS (groupe d'Afrique, Haïti et Québec), des participantes ont considéré que les mouvements pour la justice sociale et pour les droits des femmes doivent **diversifier leurs sources de financement en allant vers des bailleurs plus flexibles et plus en phase avec leurs politiques internes et leurs valeurs**. Il en va de la survie des mouvements qui font face à une forte ON-Gisation et bureaucratisation qui les éloignent de leur mission première (Extrait de PV des consultations, comité SFAS, 6 mars 2024).

¹⁶ « ...la solidaridad internacional debe ser reconocida en las sociedades del Norte. Por ejemplo, se debe cuestionar cómo la población de Quebec se relaciona con el tema de migraciones, de conflictos como el de Palestina, para saber cómo se construye su internacionalismo. La reflexión debe empezar por las propias organizaciones sociales que son parte del movimiento solidario. »

b. Valoriser des processus mis en œuvre par les communautés, au-delà des processus de financements par la CSI

Aussi, lors de la consultation du comité SFAS (groupe d'Amérique du Sud), l'accent a été mis sur la valorisation des processus mis en œuvre par les communautés concernées, au-delà des processus de financements par la CSI :

« Quels sont les instruments qui permettent de soutenir ou de partager un processus de solidarité ? Même si l'argent est un facteur important, il faut penser aux ressources en termes plus larges, par exemple : les capacités déjà en place, les infrastructures disponibles, la mobilisation, les connaissances et les savoirs. Même si l'argent permet d'optimiser ces ressources, les ressources ne sont pas seulement de l'argent et les processus ne sont pas seulement portés par des projets. Les processus qui existent sont déjà mis en œuvre par les communautés concernées, avec ou sans la coopération, avec ou sans argent. » (Extrait de PV des consultations, comité SFAS, 18 mars 2024)¹⁷

c. Atténuer le pouvoir des financeurs et contrer les mécanismes d'exercice des micro-pouvoirs

Lors des consultations du comité Solidarités féministes avec les Suds (groupe de l'Amérique du Sud), une participante a expliqué comme suit l'importance de questionner les relations de pouvoir et le colonialisme au sein de la CSI :

« Il est nécessaire de s'interroger sur : 1) quels mécanismes sont des exercices de pouvoir (financier, administratif, discursif, etc.) ? 2) vers qui sont dirigés les appels [de projets] ?

Les réactions à la consultation actuelle confirment les relations de pouvoir et le colonialisme au sein de la CSI. Les organisations internationales doivent réfléchir aux questions suivantes : 1) pourquoi mènent-elles des activités de CSI ? 2) Où vont-elles ? 3) À qui profitent leurs actions et leurs ressources ? Chaque action implique un micro-exercice de pouvoir, il est donc nécessaire de revoir ce que sont ces exercices et pourquoi ces types de mécanismes dominent » (Extrait du procès-verbal des consultations, comité SFAS, 18 mars 2024)¹⁸.

¹⁷ « ¿Cuáles son los instrumentos que permiten acompañar o compartir un proceso solidario? Aunque el dinero sea un factor considerable, hay que pensar los recursos en términos más amplios, por ejemplo: las capacidades ya instaladas, las infraestructuras disponibles, la movilización, los conocimientos y saberes. Aunque el dinero ayude a optimizar esos recursos, los recursos no son solo dinero y los procesos no solo se llevan adelante por proyectos. Los procesos que se están viviendo ya se están llevando adelante por las comunidades afectadas, con o sin cooperación, con o sin dinero. » (Magdalena León)

¹⁸ « Hay que cuestionar qué mecanismos son ejercicios de poder (financieros, administrativos, discursivos, etc.) y a donde van dirigidas las convocatorias. El feedback de la actual consulta corrobora las relaciones de poder y el colonialismo en la CSI. Las organizaciones internacionales tienen que reflexionar sobre: ¿Por qué conducen actividades de CSI? ¿A dónde van? ¿Quiénes benefician de sus acciones y recursos? Toda acción implica un micro-ejercicio de poder, así que hay que revisar cuáles son estos ejercicios y por qué dominan estos tipos de mecanismos. » (Alejandra Laprea).

Il est ressorti des discussions de ce groupe, les effets suivants des rapports de pouvoir en CSI :

1. Pour de nombreuses organisations du Sud, l'**accès aux financements et aux ressources de la CSI** est pratiquement impossible : « *les conditions techniques préalables (audit) sont insurmontables* ».
2. Lorsque les organisations entretiennent des relations avec plusieurs fondations hautement politiques, elles doivent adopter des **règles administratives très strictes**. Cela réduit l'efficacité du soutien apporté à l'administration et, en fin de compte, contraint les organisations.
3. Parfois, il est très difficile de trouver des fournisseurs qui répondent à toutes les exigences de la CSI. Les contrats se font alors avec une entreprise étrangère (comme fournisseur) pour respecter leurs exigences.
4. La surcharge de travail mal rémunéré dans les tâches organisationnelles exigées par le bailleur de fonds. Le travail militant assurant la bonne mise en œuvre des politiques publiques doit être effectué pendant le « temps libre ». Bien que ce travail soit nécessaire pour atteindre les objectifs du projet, la majeure partie du temps de travail est consacrée à d'autres tâches organisationnelles. « *Les membres des ONG ne se trouvent pas en mesure de gérer le temps du temps et leurs efforts personnels, ce qui génère une surcharge de travail et un appauvrissement* ».

D'où deux recommandations :

- Réfléchir à des mécanismes de transparence qui ont un sens pour les organisations du Nord et du Sud, en termes de gestion des ressources
- Envisager des budgets pour assurer la durabilité des organisations du Sud.

« *Il est nécessaire de réfléchir à des mécanismes de transparence qui fonctionnent et qui ont un sens pour les organisations du Nord et du Sud, afin de trouver un moyen d'être cohérent sur la voie de la décolonisation de la gestion des ressources*. Le travail administratif associé au financement est si lourd que certaines organisations préfèrent le refuser. Certain·es participant·es s'offusquent de la méfiance et de l'inflexibilité des acteurs de la CSI et affirment que, venant d'Amérique du Sud, ils et elles doivent toujours prouver la légalité de leurs activités. Ils et elles mentionnent également que les budgets des projets ne prévoient pas de financement pour assurer la durabilité des organisations du Sud. » (Ibid.).

d. Faire confiance aux mouvements de la base en matière de gestion des finances

Des ONG africaines ont critiqué « *la non-confiance des bailleurs* » qui ne veulent pas les laisser gérer des masses d'argent, sous prétexte qu'elles n'ont pas la structure pour et par crainte de corruption, « *alors qu'il y a aussi de la mauvaise gestion dans des organisations au Nord* » (Extrait de PV des consultations, comité SFAS, 6 mars 2024).

Le manque de confiance décrédibilisant les ONG des Suds a été également contesté par des ONG de l'Amérique du Sud :

« [Je me sens offensée] par la méfiance et l'inflexibilité des acteurs de la CSI, qui exigent tant de contrôles administratifs. J'ai l'impression que, parce que [nous sommes] en Amérique du Sud, [nous sommes] automatiquement considérés comme étant malhonnêtes à la base, et que [nous devons] toujours prouver la légalité de nos activités. Ces exigences affaiblissent même la cohérence des organisations. » (Extrait de PV des consultations, comité SFAS, 18 mars 2024)¹⁹.

3.3 Repenser les partenariats et les alliances sous l'angle des rapports de pouvoir

a. Favoriser les alliances avec des ONG enracinées dans les luttes locales

Il ressort des consultations du comité SFAS (groupe d'ONG d'Afrique, de Haïti et du Québec) que renforcer les alliances entre les mouvements féministes est important pour permettre des changements sociaux et politiques profonds et durables, mais aussi pour **aller au-delà du climat de compétition présent entre les organisations et les mouvements pour l'accès aux financements** (Extrait de PV des consultations, comité SFAS, 6 mars 2024).

Une activiste de la Marche mondiale des femmes a cerné la finalité et la pertinence des alliances des mouvements féministes à l'international, en mettant l'accent sur **l'enracinement dans les luttes locales** :

« Il y a une alliance très forte de la Marche mondiale des femmes avec d'autres mouvements comme la Via Campesina. Ces organisations prônent des changements sociaux et des changements politiques. C'est pour ça que nous devons tisser des alliances. À la Marche Mondiale des Femmes, on ne veut pas être une élite, on veut s'enraciner dans les luttes locales. » (Ibid.).

b. Favoriser financièrement les ONG ancrées dans les luttes locales

Le financement doit aller dans le même sens des alliances ayant pour repère l'enracinement dans les luttes locales. **Il est donc important de dénoncer le rapport de pouvoir générant la marginalisation-exclusion (au niveau des financements) de mouvements de la base ayant l'ancrage territorial et s'inscrivant dans les luttes locales.**

« D'un côté, il y a des mouvements qui connaissent les codes, et de l'autre côté il y a des groupes qui n'ont pas les codes valorisés, mais qui font le travail et qui ont les liens localement. Souvent les mouvements institutionnalisés qui ont les codes ne font pas aussi bien le travail que les mouvements qui sont plus proches des femmes. On n'est plus ici dans une dimension féministe transformatrice communautaire, mais plutôt dans une logique libérale capitaliste. » (Extrait du procès-verbal des consultations, comité SFAS, 6 mars 2024).

¹⁹ « [Siento] una ofensa frente a la desconfianza y a la inflexibilidad de los actores de la CSI, que exigen tantos controles administrativos. Sient[o] que, porque [estamos] en América del Sur, automáticamente [n]os consideran tramposos, de base y que siempre [tenemos] que demostrar la legalidad de [nuestras] actividades. Estas exigencias hasta debilitan la coherencia de las organizaciones. »

c. Tenir compte des communautés de femmes les plus marginalisées, dont les communautés paysannes, où même l'école est peu accessible aux filles :

Une participante d'Haïti, issue du milieu de la paysannerie et s'activant dans la Via Campesina a attiré l'attention sur le fait que **les femmes paysannes sont exclues des structures, qu'elles ne sont pas assez considérées dans l'action des mouvements féministes et de la solidarité internationale**. Cette marginalisation a lieu, alors que :

« ... les femmes paysannes sont les premières à subir les effets des exploitations minières en plus de se faire barrer les initiatives pour des alternatives comme l'agroécologie, l'agriculture familiale paysanne, etc. » (Extrait du procès-verbal des consultations, comité SFAS, 6 mars 2024).

3.4 Développer une approche de localisation transformatrice

L'AGT du CQFD a posé les questions suivantes, lors de sa consultation concernant la question de la localisation : 1) Qu'est-ce que la localisation de manière plus concrète? 2) Qu'est-ce qu'on localise vraiment; est-ce l'expertise ?

« Nous pouvons nous doter de politique et modifier les terminologies, mais concrètement les projets et programmes réalisés maintiennent les mêmes schèmes. » (Extrait du procès-verbal des consultations, AGT du CQFD, 22 novembre 2023).

a. Questionner la pertinence des OCI comme intermédiaires pour le financement

Le groupe des féministes de l'Amérique du Sud réunies au sein du comité SFAS a souligné que les ONG dans les pays du Sud se conforment aux exigences des institutions du Nord qui financent leurs projets et qui ont une vision impérialiste et coloniale. Dans ce cadre, la contradiction a été souligné entre la perspective de localisation et l'intermédiation par les OCI en financement :

« Cette distribution des ressources continue à se faire par le biais d'organisations internationales intermédiaires, ce qui entretient un rapport de force évident et va à l'encontre de l'effort de localisation. » (Extrait de PV des consultations, comité SFAS, 18 mars 2024).

b. Gérer la positionnalité des OCI sous un angle transformateur

L'AGT du CQFD a mis l'accent sur **la positionnalité des OCI où se manifestent des résistances à la localisation, étant donné l'impact sur leurs rôles** :

« Étudier la question de la localisation de manière décoloniale est pertinent, mais pour cela nous devons nous questionner sur notre positionnalité en tant qu'OCI. Ceci entraîne des résistances, car quel est le rôle futur des OCI ? Il devrait y avoir quelque chose à creuser dans les partenariats Suds-Suds et dans les partenariats de financement qui ne rendent pas autant dépendant des bailleurs de fonds principaux actuels..., il devrait donc y avoir un axe important de la nouvelle politique sur les pratiques de financement. » (Extrait de PV des consultations, AGT du CQFD, 22 novembre 2023).

Le groupe des féministes de l'Amérique du Sud a également recommandé de **déconstruire les relations de pouvoir et s'interroger sur ses propres priviléges**, de façon à gérer la positionnalité des OCI sous un angle transformateur :

« *Les organisations internationales du Nord (OCI) doivent faire un travail interne, s'interroger, se positionner et prendre conscience des ressources et des priviléges dont elles disposent, afin de ne pas opprimer et afin de créer des relations horizontales basées sur le respect. Il est nécessaire de s'interroger sur les mécanismes qui sont des exercices de pouvoir et sur les raisons pour lesquelles ces types de mécanismes dominent.* » (Extrait du procès-verbal des consultations, comité SFAS, 18 mars 2024).

Les OCI qui commencent à faire ces efforts de remise en cause et de déconstruction doivent les porter auprès d'autres organisations, voire auprès des bailleurs de fonds.

c. Élaborer un cahier des charges d'une localisation transformative

En rappelant qu'il y a une récupération des approches et des concepts et que nous devons réfléchir à comment limiter les dégâts, la proposition suivante a été amenée :

« *Pourrions-nous réfléchir à un cahier des charges d'évaluation qui baliserait ce à quoi pourrait ressembler une localisation décoloniale efficiente ? Cela pourrait peut-être permettre de recueillir des critères, ce qui est fait et les manques.* » (Extrait du procès-verbal des consultations, comité SFAS, 6 mars 2024).

d. Valoriser le travail des partenaires sur la base d'une égalité salariale

« *En termes de ressources humaines, [mon organisation travaille] généralement avec des volontaires canadiens qui ont un salaire minimum pour subvenir à leurs besoins, contrairement aux volontaires péruviens.* » (Extrait de PV des consultations, comité SFAS, 18 mars 2024)²⁰.

e. Réduire la chaîne des intermédiaires

« *...La distribution des ressources se fait toujours par le biais d'organisations internationales intermédiaires, ce qui maintient une relation de pouvoir claire.* » (Daniella Inojosa, Extrait du procès-verbal, consultation du comité SFAS, 18 mars 2024)²¹.

²⁰ « *A nivel de recursos humanos, [mi organización trabaja] generalmente con voluntarias canadienses que tienen un mínimo de sueldo para mantenerse, contrariamente a las personas voluntarias peruanas.* »

²¹ « *La mayoría de los recursos están orientados hacia la asistencia al individuo, dejando de lado la transformación colectiva: el empoderamiento colectivo se ve completamente invisibilizado. El empoderamiento colectivo de las mujeres no le interesa al sistema, porque podría cambiar las relaciones económicas y de poder dentro de la comunidad. La localización dentro de la CSI deja mucho que desear y que mejorar. Uno de los indicadores más importantes, que es el fortalecimiento de las capacidades de las organizaciones nacionales y locales, no ofrece las herramientas necesarias. La distribución de los recursos se sigue dando con organizaciones internacionales intermedias, lo que sostiene una relación de poder evidente.* »



IV. CHANGER LE NOM DU CQFD

À propos du changement de l'appellation du CQFD, le questionnement suivant a été formulé, signifiant qu'au-delà du nom, c'est par la pratique qu'on devra rompre avec l'idée du « développement » :

« Est-ce que tout le monde veut qu'on change le terme[Comité québécois femmes et développement] ? Oui en théorie, mais il faudrait qu'on sorte de l'idée du développement concrètement, dans la pratique. Qu'est-ce qu'on peut vraiment décoloniser ? Peut-on vraiment décoloniser le développement ? On doit changer les pratiques si on veut l'enlever aussi pratiquement et pas juste dans le nom. » (Extrait du procès-verbal des consultations, AGT du CQFD, 22 novembre 2023).

C'est dire que le changement du nom du CQFD, notamment en remplaçant le mot développement par un mot qui signifie la décolonialité comporte la responsabilité de concrétiser cette perspective transformatrice.

Il a émané des discussions à ce propos un consensus autour du fait de garder les lettres pour garder le sigle, car il est connu et utilisé en plus de porter une mémoire historique. Il y a eu également un autre consensus, sur la nécessité de changer les mots, en harmonie avec les perspectives transformatrices de la nouvelle stratégie de genre.

Différents termes ont été proposés pour le nouveau nom avec le sigle CQFD :

Pour la lettre **C** : « Collectif », « Coalition », « Concertation »

Pour la lettre **Q** : Pas de changement (« Québec »)

Pour la lettre **F** : « Forum », « Féministes », « Féminismes », « Femmes » et « Genre »,

Pour la lettre **D** : « Décolonial », « Diversité », « Dialogue »

La Communauté de pratique « Genre en pratique » de l'AQOCI a été sollicitée (le 25 janvier 2024), pour partir de ces recommandations de l'Assemblée générale thématique, afin de proposer un nouveau nom, tout en gardant l'acronyme CQFD. Voici quelques suggestions qui en sont sorties, accompagnées d'argumentaires :

- Pour la lettre « **C** », l'argumentaire suivant a été amené en faveur du mot « **Collectif** » (en remplacement du mot « comité ») :

« ...j'aime bien « collectif ». Je trouve que c'est très « féministe », quoique le collectif est généralement plus informel. Le CQFD est quand même relié à l'Assemblée générale du CQFD, mais une approche transformante peut nous mener en dehors des sentiers battus. » (Extrait du procès-verbal des consultations, CdP Genre, 25 janvier 2024).

- Pour la lettre « **F** », l'argumentaire suivant a été amené en faveur du mot « **féminismes / féministes** » (en remplacement du mot « femmes ») :

*« ...le « f » devrait signifier « **féministes** » ou sinon « **féminismes** ». [...] Ce ne sont pas des personnes partisanes du patriarcat qui critiquent l'usage du mot « **femmes** », mais bien des personnes (dont des femmes) des communautés LGBTQ+ qui en souffrent et qui luttent contre ce système. C'est d'ailleurs pourquoi nous parlons au CQFD de féminisme*

intersectionnel. Nous ne devons pas laisser le patriarcat gagner en nous divisant entre nous, alors que nous nous battons pour les mêmes causes.[...] Nous souhaitons remettre l'accent sur le côté transformateur, mobilisateur et militant qu'a le féminisme et que le domaine de la coopération internationale a évacué. Pour moi, le mot « féministes » est rassembleur et met l'accent sur ce qui nous uni.e.s, femmes et communautés marginalisées. Ce mot montre la diversité de nos causes, comme il est au pluriel, en illustrant notre solidarité pour tous.les face au patriarcat et aux autres systèmes d'oppression. Enfin, pour moi, le mot « féministes » n'efface pas les femmes, car je n'ai pas en tête un seul féminisme qui n'a pas au cœur de sa réflexion ce groupe » (Ibid.).

- Pour la lettre « D », l'argumentaire suivant a été amené en faveur du mot « Dialogue » (en remplacement du terme « Développement »). **Cet argumentaire explique en même temps pourquoi il serait préférable de ne pas opter pour le terme « Décolonial », tout en signifiant une perspective transformatrice :**

« La réflexion sur la décolonialité est essentielle en coopération internationale, mais attention de ne pas coopter et dépolitisier cet apport des féministes des Suds. Dans le contexte du CQFD, peut-on vraiment affirmer que nous sommes décoloniales ? Pas selon plusieurs militantes. J'aime bien la proposition de « Dialogue ». Il faudra toutefois ajouter des mots dans le titre pour ramener le secteur dans lequel ce comité s'inscrit » (Ibid.).

C'est ainsi que l'assemblée générale du CQFD tenue le 20 novembre 2024, tout en adoptant une « Stratégie de genre transformatrice des rapports de pouvoir en coopération et solidarité internationales » (détalée dans le présent document), a gardé l'acronyme CQFD, mais en le nommant désormais :

Collectif québécois des féminismes en dialogue.

